



Communiqué de presse

Le Service Public des Finances Publiques pulvérisé

La crise sanitaire actuelle a révélé avec force combien nos services publics sont indispensables aux attentes des citoyens et des acteurs économiques. Les agents de la DGFIP ont joué un rôle majeur pour dispenser les aides aux entreprises.

Malgré l'engagement dont ils ont fait preuve dans ce contexte difficile, le gouvernement relance son plan de démantèlement de l'administration des Finances Publiques. Ainsi, le PLF 2021 (Projet de Loi de Finances) prévoit des **suppressions massives de postes : 2 163 prévues** pour le ministère des Finances, et la Direction Générale (DG) ne renonce pas à son « *Nouveau Réseau de Proximité* » (NRP). Soit sur toute la France, la disparition de deux fois et demi la Direction Départementale des Finances Publiques de Maine et Loire.

Les restructurations continuent leur chemin destructeur !

Le Comité Technique Local, prévu aujourd'hui, 20 novembre 2020 à Angers et boycotté par l'ensemble des organisations syndicales entérine le NRP en Maine et Loire selon le calendrier initialement prévu.

L'administration à l'instar du gouvernement, profite de la crise sanitaire, jouant de l'effet de sidération, pour accélérer le démantèlement de la DGFIP coûte que coûte.

**À l'horizon du 1^{er} janvier 2023,
c'est bien à une destruction d'ampleur du service public qui est programmée.**

Pour le 49, le NRP se traduit par la fermeture de *toutes* les trésoreries, la suppression de la plupart des Services des Impôts des Particuliers (SIP) et des Services des Impôts des Entreprises (SIE).

Des Services de Gestion Comptable se créent sur les ruines des trésoreries de proximité, et voient leurs missions redéfinies.

Au 1^{er} janvier 2021, sont actées **les fermetures des trésoreries de Chalonnes, de Thouarcé** après celles de Chemillé, de Doué la Fontaine, de Longué-Jumelles et d'Avrillé intervenues au 1^{er} janvier de cette année et les SIE de Segré et de Baugé.

Le NRP préfigure aussi l'externalisation des missions, comme le paiement chez les buralistes mis en œuvre le 28 juillet 2020.

Le paiement en espèces chez les buralistes, par le biais de la Française des Jeux (société récemment privatisée) de toutes les factures fiscales, communales, des amendes... va entraîner la fermeture des caisses de toutes les trésoreries de France au 2^e trimestre 2021. L'État sous-traitant ainsi à une société privée le recouvrement de ses propres créances !

On assiste à une suppression pure et simple des services territoriaux compensée, dans le discours, par une soi-disant présence ponctuelle locale dans les « Maisons France Services » (MFS). Les Pères fondateurs et laudateurs de cette réforme rompent avec les principes d'égalité d'accès des citoyens aux services de l'État et favorisent la mise en concurrence des territoires.

Là où on prétend ajouter, en fait on soustrait !

Les permanences, a minima, une demi-journée par semaine ou tous les quinze jours, ont été instaurées, entre autres, afin d'inciter les élus à accepter cette réforme.

Ces accueils ne proposeront jamais le niveau de qualité de réponses que la compétence et le professionnalisme des agents sous-tendent.

Pour l'Intersyndicale des Finances Publiques 49, les agents de la DDFIP 49 ne sont pas des pions que l'on bouge au gré des réformes.

L'Intersyndicale des Finances Publiques 49 est opposée au démantèlement de la DGFIP et plus généralement du service public. Elle refuse de servir d'alibi et d'être associée à ces reculs sans précédents pour les agents comme pour l'avenir même de notre administration.

À ce contexte déjà lourd, notre directeur, Michel Derrac en rajoute !

Il décide, unilatéralement, en pleine crise sanitaire, de fermer les accueils des centres des finances publiques d'Angers, de Cholet et de Saumur au public tous les après-midi. À partir du 1^{er} décembre 2020, les contribuables pourront être reçus sur rendez-vous les après-midi mais nous ne savons pas dans quelles conditions et comment !

L'Intersyndicale des Finances Publiques 49 est malgré tout, comme elle l'a toujours été, une force de proposition.

Nous tenons à rappeler ici avec force que, depuis des années, nous militons et nous disons :

OUI au service public de proximité de qualité, et au plus près des besoins fondamentaux des citoyens.

OUI au réseau des finances publiques avec tous ses centres et trésoreries de pleines compétences présents au quotidien. Ce qui implique la réouverture des sites supprimés ces dernières années.

OUI à ce réseau qui, ainsi mieux armé, pourra tenir des permanences dans les lieux plus reculés des territoires.

C'est pourquoi, nous rejetons cette orientation prise aujourd'hui qui tend à supprimer des services et des emplois.